

Conformément à sa politique à l'égard des régions voisines, le Conseil de l'Europe soutient les réformes et les efforts de la Tunisie pour relever les défis liés aux droits de l'homme et à l'État de droit. Le partenariat de voisinage 2022-2025 encadre la coopération technique avec les autorités tunisiennes et les parties prenantes.

Depuis juillet 2021, le Bureau de Tunis, en coordination avec le Centre Nord-Sud de Lisbonne, dirige la coopération dans le sud de la Méditerranée, visant à étendre progressivement l'espace juridique commun entre l'Europe et la région sur la base des normes du Conseil de l'Europe.



TÉLÉCHARGER LE PARTENARIAT
DE VOISINAGE AVEC LA TUNISIE
2022-2025

CHIFFRES CLÉS

AU 1ER JANVIER 2025



17 MEMBRES DU PERSONNEL

- 5 agents - équipe centrale
- 12 agents - équipes de projet



PROJETS RÉGIONAUX: 2 PROJETS SPECIFIQUES AU PAYS : 8

- 7 projets financés par des contributions volontaires
- 1 programme conjoint UE/Conseil de l'Europe



FOCUS: PROGRAMME CONJOINT DE L'UE ET DU CONSEIL DE L'EUROPE

Protéger les droits de l'homme, l'État de droit et la démocratie par des normes partagées dans le sud de la Méditerranée

South Programme V

PROTECTING HUMAN RIGHTS, RULE OF LAW
AND DEMOCRACY THROUGH SHARED STANDARDS
IN THE SOUTHERN MEDITERRANEAN



pjp-eu.coe.int/south-programme

PRINCIPAUX RÉSULTATS



Un espace juridique commun élargi entre l'Europe et la région sur la base des normes du Conseil de l'Europe



La Tunisie a adhéré à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité et a signé la Convention MEDICRIME en 2024. Depuis 2012, le Conseil de l'Europe a facilité 23 adhésions à 15 conventions du Conseil de l'Europe par 5 pays partenaires de la région. Le mécanisme de réponse rapide (MRR) mis en place pour soutenir l'examen et la réforme de la législation nationale conformément aux normes du Conseil de l'Europe à la demande des autorités partenaires du sud de la Méditerranée, a été mobilisé à quatre reprises en Jordanie, au Liban et en Libye.

Une mise en œuvre plus efficace des normes en matière de droits de l'homme

22 cours d'éducation aux droits de l'homme pour les professionnels du droit (HELP) sont disponibles en arabe sur la plateforme d'apprentissage en ligne HELP. À ce jour, 3277 utilisateurs de la région sont inscrits sur la plateforme HELP. 190 tuteurs HELP sont formés dans huit pays de la région, renforçant ainsi la capacité des professionnels du droit, des institutions publiques et de la société civile à appliquer les normes en matière de droits de l'homme dans leur travail quotidien.



Les jeunes et la société civile ont les moyens de promouvoir les droits de l'homme et l'État de droit



Grâce à des formations régulières et à une meilleure mise en réseau, les jeunes leaders et les organisations de la société civile ont acquis des compétences et des connaissances plus solides en matière de droits de l'homme et de principes de l'État de droit, ce qui a favorisé l'appropriation locale des réformes dans le sud de la Méditerranée. Le réseau Rule of Law Youth Network (RoLYN) encourage le dialogue et la mise en réseau aux niveaux local, national et international, en mettant l'accent sur l'exploration des interconnexions entre la corruption et la dégradation de l'environnement en 2024 - 2025.

PLUS D'INFORMATIONS



www.coe.int/tunisi



Conseil de l'Europe Tunisie

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE